

L'Iran frappe Trump de plein fouet, de grandes concessions obtenues | Dr Hassan Ahmadian

L'invité spécial, le Dr Hassan Ahmadian, se joint à nous pour la première fois afin de discuter de la vérité derrière la présentation des médias occidentaux concernant les concessions que l'Iran a actuellement obtenues des États-Unis dans le cadre des négociations en cours sur le protocole d'accord. Le prolifique commentateur iranien donne également son point de vue sur les questions les plus controversées entourant la guerre et son issue. Le Dr Hassan Ahmadian est professeur assistant à l'Université de Téhéran, spécialisé dans la politique régionale de l'Iran et le changement politique en Asie de l'Ouest. Il a auparavant occupé des postes de recherche à l'Université Harvard. Suivez-le sur X : <https://x.com/hasanahmadian> AIMEZ la vidéo et abonnez-vous pour plus d'analyses géopolitiques approfondies Partagez vos réflexions dans les commentaires ci-dessous ! Soutenez la chaîne : Patreon : <https://www.patreon.com/dannyhaiphong> ABONNEZ-VOUS SUR RUMBLE : Rumble : <https://rumble.com/c/DannyHaiphong> Suivez-moi sur les réseaux sociaux : Twitter : <https://twitter.com/DannyHaiphong> Telegram : <https://t.me/DannyHaiphong> Soutenez la chaîne d'autres manières : <https://www.buymeacoffee.com/dannyhaiphong> Substack : [chroniclesofhaiphong.substack.com](https://www.substack.com/p/chroniclesofhaiphong) Cashapp : \$Dhaiphong Venmo : @dannyH2020 Paypal : <https://paypal.me/spiritho> #iran #iranwar #trump

#Danny

Bienvenue à tous dans l'émission. Danny Haiphong à l'antenne. Comme vous pouvez le voir, je suis accompagné du docteur Hassan Ahmadian. Il est professeur associé à l'université de Téhéran, un intervenant et commentateur très actif sur tout ce qui concerne l'Iran et la région. Je suis vraiment honoré de l'avoir avec nous aujourd'hui. Professeur, docteur Ahmadian, merci beaucoup d'être là. — Merci, c'est un plaisir d'être avec vous. Parfait. Alors, tout le monde, pensez à cliquer sur "J'aime", ça aide à faire circuler cette émission le plus largement possible pendant qu'on démarre. Docteur Ahmadian, j'aimerais commencer par cette information : l'Iran annonce avoir obtenu une concession majeure des États-Unis — la libération immédiate de douze milliards de dollars d'avoirs gelés.

Les États-Unis présentent cela non pas comme une concession, mais comme une garantie que ces avoirs seront utilisés pour acheter des produits américains, en gros. Et l'Iran a réagi en dénonçant cette position, en disant que J.D. Vance et Donald Trump ne disent pas la vérité sur ce sujet. Téhéran affirme n'avoir aucunement l'intention de laisser les États-Unis décider de la manière dont ils utilisent leurs propres avoirs, qui ont été gelés illégalement. J'aimerais avoir votre avis là-dessus, et plus largement, votre point de vue sur la façon dont ces négociations se sont déroulées et sur ce

qu'elles signifient, alors que cette guerre semble se transformer en une bataille de récits. Notamment du côté américain, où l'on présente ces négociations comme une défaite iranienne.

#Hassan Ahmadian

Je pense qu'il faut revenir à la guerre, à l'option militaire qui a été choisie, pour comprendre ce qui se passe aujourd'hui sur la table des négociations. La guerre a commencé avec des objectifs qui n'ont pas été atteints, et c'est pour ça que l'échec militaire s'est transformé en concessions. Ce n'est pas une position si étrange pour les États-Unis : après avoir échoué à obtenir ce qu'ils voulaient sur le champ de bataille, ils finissent par faire des concessions. C'est simplement le cours naturel des choses. Quand on n'y arrive pas, qu'on échoue, il faut bien trouver un moyen de compenser. Maintenant, les États-Unis, et l'administration Trump en particulier, je pense qu'ils ne peuvent pas simplement admettre qu'ils ont échoué. Et c'est pour ça qu'on entend beaucoup ce discours qui consiste à présenter les concessions comme des victoires.

Le protocole d'accord, lui, est très clair pour beaucoup de ceux qui suivent ce conflit depuis des années, voire des décennies. Il accorde à l'Iran ce qu'il cherchait comme résultat économique de la guerre. Les Iraniens se sont bien comportés pendant le conflit. Ils ont choisi une stratégie de proportionnalité stratégique, plutôt que leur ancienne approche, la patience stratégique, et ça leur a beaucoup rapporté sur le terrain. Aujourd'hui, ils transforment ces gains militaires en gains économiques. On voit un allègement progressif des sanctions, notamment sur les exportations de pétrole iranien, et la libération progressive des avoirs gelés. Et bien sûr, la fin de la guerre, la levée du blocus imposé par les États-Unis — qui, rappelons-le, contredisait l'accord de cessez-le-feu signé il y a deux mois — ce blocus est en train d'être levé maintenant.

Et en échange, l'Iran doit rouvrir le détroit d'Ormuz d'ici une trentaine de jours, pour le ramener à la situation d'avant-guerre, en termes de niveau de transit vers et depuis le golfe Persique. Pour moi, et pour beaucoup d'observateurs et de stratèges qui suivent ce dossier, cela ressemble à une grande victoire pour l'Iran, au moins dans cette première phase d'engagement avec les États-Unis. Le cadre, Danny, me semble assez clair. Les Iraniens ont insisté pour que les négociations se fassent en deux étapes. Les États-Unis n'étaient pas d'accord au départ, mais avec le temps, ils ont compris que c'était la seule manière d'avancer, parce que les Iraniens ne sont pas disposés à discuter sur la base de leur propre agenda.

Et donc, on voit qu'il y a un protocole d'accord comme première étape. Mais en réalité, c'est bien plus qu'un simple protocole d'accord, si on regarde les conditions préalables qu'il contient. Cinq articles de ce protocole doivent être appliqués avant que les négociations puissent passer à la deuxième phase, celle qui concerne le dossier nucléaire et un allègement supplémentaire des sanctions. Donc, ce n'est pas seulement un cadre pour les négociations, c'est bien plus que ça. Et c'est pour cette raison que les Iraniens sont allés en Suisse, pour dire qu'ils ne sont pas prêts à négocier sur le dossier nucléaire tant que ce qui a déjà été signé n'est pas mis en œuvre. Et c'est ça, la guerre au Liban.

Cela concerne l'allègement des sanctions sur les exportations de pétrole iranien, le blocus, et aussi les avoirs gelés. Quand ils ont trouvé un moyen de mettre tout ça en œuvre et d'en garantir l'application, ils sont passés à la deuxième phase. Donc, je pense que c'est clair pour tout le monde qui suit la situation : à ce stade, ce n'est pas une victoire pour les États-Unis, du moins pas encore. Et franchement, je ne blâme pas l'administration d'essayer de présenter l'accord, ou le protocole d'entente, comme une victoire américaine. Parce qu'ils ne peuvent pas simplement dire : « On a perdu, on a échoué militairement », et admettre que cet échec va maintenant se transformer en échec diplomatique.

#Danny

Oui, et on voit Donald Trump et son administration continuer à promouvoir l'idée que l'Iran a été militairement vaincu, alors même qu'une telle réalité remettrait peut-être en cause tout l'intérêt de ces discussions, ou même la raison pour laquelle les États-Unis y participent. Mais je voulais maintenant vous interroger sur les conséquences. Quelle est, selon vous, l'importance du fait que les États-Unis commencent au moins à faire quelques pas pour revenir sur leurs politiques de sanctions contre l'Iran et sur ces avoirs gelés ? Quel impact cela aura-t-il pour l'Iran, à court terme ? Parce que je ne suis pas sûr qu'on mesure bien, depuis l'extérieur, à quel point c'est important. Pour ceux qui ne vivent pas en Iran, qui ne savent pas vraiment ce que cela a signifié pour la société iranienne d'avoir ces avoirs bloqués, et de subir ces sanctions pendant tant d'années.

#Hassan Ahmadian

Oui, je pense que ça aura un impact sur l'économie iranienne. Bien sûr, c'est une première étape. Ce ne sera pas un grand changement tout de suite. Mais depuis deux mille dix-huit, quand l'administration Trump est revenue sur l'engagement des États-Unis dans le JCPOA, c'est-à-dire l'accord sur le nucléaire, il y a eu une campagne de pression maximale qui a sanctionné à peu près tout ce qui touche aux secteurs économiques, financiers et commerciaux de l'Iran. Aujourd'hui, l'allègement des sanctions sur le pétrole, qui représente l'essentiel des exportations iraniennes, c'est un changement important, au moins temporairement, pendant que les négociations se poursuivent pendant deux mois. La libération des avoirs iraniens gelés par le département du Trésor, c'est aussi une étape majeure, qui peut, à mon avis, avoir un fort impact sur l'économie iranienne. Parce que, vous savez, l'économie du pays s'est contractée à cause de cette pression maximale au fil des années. Et maintenant, avec cette nouvelle liquidité qui entre dans le système, ça va clairement redonner du mouvement à l'économie.

Je pense donc qu'on va voir pas mal de changements à l'intérieur de l'Iran, au moins à court terme. Mais les Iraniens, eux, regardent aussi vers un changement plus large dans la politique américaine. Parce que, encore une fois, cette option militaire qui a toujours été « sur la table » — chaque administration, chaque président aux États-Unis le répétait — eh bien, je crois qu'à partir de maintenant, cette phrase a perdu une grande partie de son poids. Pas seulement en Iran, mais aussi

aux États-Unis. Parce qu'elle a été utilisée, sans jamais atteindre ce qu'elle promettait, du moins aux yeux de ceux qui la défendaient, ce qu'elle voulait accomplir ou ce qu'elle était censée accomplir. Au contraire, elle a mis en lumière l'échec d'une politique.

Je pense que c'est exactement ce qui influence aujourd'hui la politique américaine. Bibi Netanyahou a perdu une grande partie de son influence à Washington, à cause de sa politique envers l'Iran, qui a fini par entraîner les États-Unis dans cette guerre. Et donc, à mon avis, cette situation va peser lourdement sur les décisions à venir. Au fond, il n'y a pas de solution militaire à ce conflit. C'est une réalité qu'il est essentiel de comprendre à Washington. Je pense qu'ils l'ont compris. Et si l'on veut aller vers un accord plus global, qui inclut non seulement le dossier nucléaire mais aussi la levée des sanctions — toutes les sanctions, primaires et secondaires, comme c'est prévu dans le protocole d'accord —, eh bien, je pense que ce serait le plus grand changement pour l'économie iranienne et, en fait, pour la vie quotidienne des Iraniens.

#Danny

Docteur Ahmadian, pourquoi des responsables comme le secrétaire au Trésor des États-Unis, Scott Besant, tiennent-ils ce genre de propos? Vous aviez dit que le dossier nucléaire ne serait même pas abordé avant la deuxième phase de ces discussions. Et maintenant, le secrétaire au Trésor, Scott Besant, a publié aujourd'hui sur son compte X — ou dans les dernières vingt-quatre heures — qu'il affirmait que l'Iran s'était engagé non seulement à garantir un passage libre et ouvert dans le détroit d'Ormuz, mais aussi à autoriser les inspecteurs de l'AIEA à entrer dans le pays. Et c'est pour cette raison, selon lui, qu'ils ont mis en place cette licence générale temporaire de soixante jours, autorisant la vente de pétrole iranien.

Pourquoi, selon vous, les États-Unis sont-ils présentés de cette manière? Quand ils s'adressent au grand public, que ce soit aux Américains ou à d'autres audiences, ils ne citent jamais vraiment les clauses précises, les délais, ni aucun détail de ce genre. En réalité, ce qu'ils disent, c'est qu'en gros, l'Iran a accepté de permettre aux inspecteurs d'intervenir et de discuter du problème nucléaire pour le moment. Alors, pourquoi y a-t-il un tel écart de compréhension entre les deux parties concernées?

#Hassan Ahmadian

Je ne pense pas qu'il y ait un grand écart dans la compréhension. Le vrai écart, c'est dans la façon de le faire connaître.

#Danny

Oh, docteur Ahmadian, je crois qu'on vous a perdu. Je ne sais pas si vous m'entendez, mais votre image est devenue noire. Je ne vous entends plus du tout. J'espère qu'on va pouvoir vous récupérer très vite. On parlait justement de... Je vais juste lui envoyer un message rapidement. Euh... voilà. Donc on attend que le docteur Ahmadian revienne. On discutait de ce possible décalage dans sa

compréhension, qui semble plutôt être un écart dans la façon dont c'est présenté. Ah, le voilà, je vais le remettre à l'écran. Voilà, c'est bon. Bonjour, docteur Ahmadian. On dirait qu'on a eu une petite coupure. Désolé pour ça. — Non, pas de souci, tout va bien.

#Hassan Ahmadian

Je reprends. Comme je le disais, on fait beaucoup de communication autour de cet accord. Mais en réalité, il n'y a pas tellement de différence dans la compréhension, parce que le protocole d'accord est, dans l'ensemble, assez clair sur ce qu'il veut accomplir et sur la direction à suivre à partir de maintenant. Je pense aussi que, concernant le détroit d'Hormuz, parler de libre transit n'est clairement pas ce que dit le protocole d'accord. Ensuite, pour la deuxième phase, là encore, le protocole d'accord est clair, et la position iranienne l'est aussi : nous aurons des négociations dans cette deuxième phase sur le dossier nucléaire iranien et sur la levée des sanctions. Il n'y a rien de plus.

On ne peut pas simplement s'attendre à un changement de politique, de politique nucléaire, alors qu'il n'y a pas encore eu de négociations jusqu'à présent. Je pense qu'il est clair que les négociations vont commencer. D'après certains rapports, elles auraient même débuté hier, et elles devraient se poursuivre pendant les deux prochains mois. Donc, tirer la conclusion que des inspecteurs seront déjà en Iran, et que des discussions auront lieu avec eux sur place, je pense que ça n'arrivera pas avant qu'un accord soit trouvé sur le dossier nucléaire. À mon avis, ça fait partie de la manière dont on présente les choses. Toute l'administration américaine vend cet accord comme un succès, et je ne leur reproche pas, parce qu'ils ont toujours parlé de la réussite de leur approche vis-à-vis de l'Iran.

Privé du pouvoir, son programme de missiles balistiques a disparu, sa marine a disparu, son armée de l'air aussi, et sa présence comme son influence dans la région ne sont plus là. Et ils ne peuvent pas simplement dire : « Eh bien, nous faisons ces concessions à un pays qui n'a absolument aucun pouvoir. » Non, ils disent plutôt : « Nous obtenons des concessions, nous ne leur donnons pas grand-chose. » C'est là toute la différence entre la réalité de ce qui se passe dans les négociations et ce que les États-Unis acceptent comme conséquence de l'échec militaire. Et l'écart entre les deux est comblé par la rhétorique, comme celle que vous venez de mentionner à propos de Scott Besant, et avant lui, je crois, du président Trump et d'autres qui se sont exprimés sur le sujet.

#Danny

J'aimerais maintenant avoir votre analyse d'une autre concession qui a été faite, et qui concerne aussi la partie israélienne, même si Israël n'est pas signataire du protocole d'accord. La situation au Liban, et surtout la première clause, ou en tout cas la principale, de ce protocole, parle du Liban et de la guerre sur tous les fronts. Il y a eu cette zone de désescalade que l'Iran et les États-Unis ont annoncée comme un moyen de faire respecter un cessez-le-feu au Liban et d'empêcher de nouvelles attaques israéliennes. Pourtant, des attaques israéliennes continuent. Même au cours des dernières vingt-quatre heures, dans le sud du Liban, deux personnes ont été tuées pendant la nuit.

Il y a eu des frappes aériennes dans certaines zones. Bien sûr, il y avait des troupes israéliennes sur place, puisqu'elles cherchent à occuper la région, et elles continuaient à tirer avec des armes légères et d'autres types de munitions. Je me demande ce que vous pensez que cela pourrait avoir comme impact sur un éventuel accord, parce qu'on entend beaucoup dire qu'Israël n'a pas vraiment intérêt à laisser un accord final aboutir. Et de son côté, l'Iran a déclaré que c'était une situation décisive, qu'il n'y aurait aucun abandon du Liban ni des autres fronts. Alors, quelle est votre opinion là-dessus ?

#Hassan Ahmadian

Je pense aussi que ce qui a été obtenu dans le protocole d'accord est très clair dans la treizième clause. Elle dit que les clauses un, quatre, cinq, dix et onze doivent être mises en œuvre immédiatement après la signature du protocole, pour que les négociations puissent passer à la deuxième phase. Quelles sont ces clauses ? La première, la numéro un, concerne le Liban et tous les fronts : la désescalade et l'arrêt de l'agression israélienne, non seulement contre le Liban, mais aussi contre d'autres alliés de l'Iran, n'est-ce pas ? C'est clair à ce niveau-là. Maintenant, les États-Unis ont essayé de dire : eh bien, on ne peut pas faire ça pendant deux jours. Les Israéliens ont alors frappé très fort contre les Libanais, tuant environ cent personnes et détruisant de nombreuses propriétés privées et publiques dans le sud.

En ce moment même, ils occupent dix pour cent du territoire libanais. Les Iraniens ont dit : l'accord est clair. Cinq clauses doivent être appliquées avant qu'on puisse passer à des négociations sur d'autres sujets, notamment le dossier nucléaire. Si cela n'est pas fait, nous ne pourrions pas négocier avec vous. Et si cela n'est pas fait, nous reviendrons aussi en arrière, parce que vous revenez manifestement sur vos engagements juste après avoir signé l'accord. En revenant sur le Liban et sur l'arrêt de la guerre, nous cesserons également d'appliquer ce que le protocole d'accord prévoit concernant le détroit d'Ormuz. C'est à ce moment-là que les États-Unis sont intervenus et ont fait pression sur Netanyahu pour qu'il mette fin, au moins temporairement, à son agression dans le sud du Liban.

Il y a en ce moment des mouvements de retrait de forces du sud du Liban. Des rapports en parlent. On ne sait pas vraiment dans quelle mesure ils sont exacts, mais en tout cas, le protocole d'accord est clair : l'intégrité territoriale du Liban doit être préservée. Autrement dit, l'armée israélienne doit se retirer du Liban et de ses territoires. Le texte est très explicite là-dessus. Mais il concerne aussi d'autres fronts, parce qu'il parle de tous les fronts, pas seulement de l'Iran et du Liban, mais de l'ensemble de la région. Il évoque les alliés de l'Iran et ceux des États-Unis, donc tous les acteurs du Moyen-Orient.

Ainsi, toute agression israélienne contre quiconque est considéré comme un allié de l'Iran serait perçue comme une violation du protocole d'accord, et cela aurait un impact négatif sur la deuxième phase des négociations. Pour les Iraniens, la guerre concernait donc quatre acteurs : l'Iran, le Liban, Israël et les États-Unis. L'arrêt de la guerre devait impliquer ces quatre-là, mais ils ont voulu aller

plus loin, en incluant tous les fronts et, plus largement, l'ensemble des alliés de l'Iran dans la région. Pour eux, c'est une partie intégrante de l'accord. Sans cela, ils ne peuvent pas simplement passer à ce que souhaitent les États-Unis concernant les négociations sur le dossier nucléaire.

Ils savent très bien quel levier ils ont, à la fois dans le détroit d'Hormuz et sur le dossier nucléaire. Ils s'en servent pour obtenir encore plus de concessions à l'avenir. Mais pour ça, il faut d'abord s'assurer que ce qu'ils ont déjà obtenu soit réellement appliqué, et la guerre au Liban en fait partie. Bien sûr, les Israéliens ont commencé à parler de leur indépendance. Ils disent qu'ils ne peuvent pas simplement faire ce que veulent les États-Unis, mais on sait que c'est surtout de la rhétorique. Israël ne peut pratiquement pas bouger le petit doigt sans le feu vert de Washington contre l'Iran et ses alliés. Sans le soutien américain, ils n'auraient pas pu mener le génocide à Gaza.

On sait que pendant trois semaines, ils n'avaient plus de munitions. Ils avaient besoin de munitions venant des États-Unis pour continuer le génocide à Gaza. C'est la même chose pour l'Iran. C'est la même chose pour le Liban. Donc, quand on dépend à ce point d'un État protecteur comme les États-Unis, on ne peut pas dire qu'on est indépendant. Et les États-Unis, eux, ne peuvent pas dire qu'ils n'ont rien à voir là-dedans. Et selon cette logique, ils ont accepté et signé le protocole d'accord, qui dit clairement que les États-Unis seront les garants du fait qu'Israël ne viole pas cet accord. Ce qui montre bien que les États-Unis savent quelle est leur place. Et Israël, je pense, sait aussi très bien où est la sienne, surtout dans sa relation avec les États-Unis.

#Danny

Et, vous savez, certains téléspectateurs de cette émission sont inquiets. Vous avez parlé d'une action « sur tous les fronts », et certains ont même été en colère que la Palestine, Gaza et ce front-là ne soient pas mentionnés explicitement dans le protocole d'accord. Des responsables iraniens ont d'ailleurs déclaré que Gaza, et bien sûr les autres fronts, seraient évoqués plus clairement au fur et à mesure des discussions. Mais j'aimerais connaître votre réaction à cela, parce que l'Iran a toujours été un soutien constant de la Palestine. Et je pense que cela inquiète certains, qui craignent qu'il n'y ait pas d'efforts réels pour mettre fin au carnage là-bas, carnage qui, d'une certaine manière, continue encore, malgré, disons, un certain ralentissement depuis la période absolument terrible qui a duré plus de deux ans à partir du sept octobre.

#Hassan Ahmadian

Je pense que, personnellement, j'aurais aimé que la Palestine soit mentionnée explicitement dans ce mémorandum d'entente. Mais selon les responsables iraniens, ce mémorandum portait sur cette guerre précise, qui implique quatre parties, et il les cite nommément. En revanche, nous avons insisté pour que toutes les lignes de front et les alliés de l'Iran soient inclus. Cela comprend les Palestiniens, les Yéménites, les Irakiens, très clairement. Donc, ce qu'ils disent, c'est que si Israël devait intensifier le conflit sur l'un de ces fronts, ce serait une violation évidente du mémorandum. Autrement dit, avec ou sans leur nom inscrit, ils en font partie, selon les responsables iraniens.

Je pense que c'est assez clair qu'il y a deux camps. Il y a ceux qui tiennent absolument à ne pas mentionner le nom de Gaza dans ce protocole d'accord. Les responsables ont d'ailleurs bien expliqué pourquoi : cette guerre concernait quatre parties, qui ont été citées nommément, mais aussi en évoquant tous les fronts. Et puis, il y a un autre groupe, qui était resté silencieux sur Gaza, mais maintenant que l'accord ne l'inclut pas, ils se mettent à diaboliser l'Iran, en disant que l'Iran a abandonné les Palestiniens. Pour les Israéliens, ils les auraient, en quelque sorte, laissés tomber, ce qui est clairement faux. Je pense que si ce protocole d'accord, puis l'accord plus global, parviennent à être conclus et mis en œuvre, alors le territoire libanais sera libéré de l'occupation israélienne.

Et bien sûr, l'attention va revenir sur les territoires palestiniens, qui sont, selon eux, brutalement traités par Israël. Je pense que c'est une idée très présente dans l'esprit des stratèges iraniens, et qu'elle ne quitte jamais vraiment leur planification stratégique. C'est d'ailleurs pour ça qu'ils ont voulu inclure tous les fronts dans ce protocole d'accord. Parce que ça leur donne, en cas d'escalade, une ouverture très claire pour intervenir, faire pression sur les États-Unis, et à travers eux, sur les Israéliens, afin de stopper ce qu'ils veulent faire dans les territoires palestiniens. À mon avis, ce protocole d'accord va peser lourd à l'avenir, notamment en ce qui concerne la question palestinienne.

#Danny

J'ai reçu, dans cette émission, des invités comme le docteur Armani, qui ont parlé de l'importance pour l'Iran d'en être arrivé à ce stade, et de ce que cela signifie pour le pays. Certains, même dans les grands médias occidentaux, vont jusqu'à présenter l'Iran comme une superpuissance, voire comme la quatrième puissance mondiale, après les États-Unis, la Chine et la Russie. Quelle est, selon vous, votre analyse et votre opinion sur la manière dont l'Iran est sorti de cette guerre, et sur la place qu'il occupe aujourd'hui dans le monde, maintenant qu'il négocie et discute avec les États-Unis sur des questions qui, il faut le dire, concernent l'économie mondiale et bien d'autres domaines ?

#Hassan Ahmadian

Je pense que les Iraniens avaient déjà cette perception d'eux-mêmes bien avant la guerre. Mais c'est à travers cette guerre que le monde a compris qu'il s'agissait d'une force redoutable, capable de tenir tête aux États-Unis et à Israël, avec des moyens produits localement, malgré des sanctions qui durent depuis environ cinquante ans. Et pourtant, ils ont réussi à résister et à renforcer leur influence, non seulement dans le détroit d'Ormuz, mais aussi face à la présence militaire américaine dans la région. J'en ai parlé ailleurs : les bases militaires américaines ont perdu leur sens stratégique en ce qui concerne leur positionnement autour de l'Iran, parce que l'Iran en a fait des cibles d'attaque, plutôt que des atouts à utiliser contre lui ou contre d'autres acteurs de la région.

Ils ont donc perdu leur sens stratégique, et il est grand temps que la présence militaire américaine dans la région se réduise encore davantage. Mais au-delà de ça, je pense que les capacités que les Iraniens ont démontrées révèlent deux choses. D'abord, que l'Iran s'est doté de moyens militaires

vraiment solides pour se protéger, et que c'est une puissance moyenne très compétente. Ensuite, que les capacités militaires des États-Unis ont leurs limites. En réalité, la guerre a mis en lumière beaucoup de choses que les États-Unis cherchaient à dissimuler. Elle a montré que les États-Unis ne sont pas capables de faire tout ce qu'ils veulent, même avec leurs armements et leurs technologies très sophistiqués.

Donc, l'exposition des capacités militaires américaines est, je pense, le principal résultat de cette guerre sur la scène internationale aujourd'hui. Et ensuite, le fait que les capacités de l'Iran soient elles aussi largement mises en évidence dans ce conflit, c'est le deuxième résultat. Cela renforce naturellement la position de l'Iran, et affaiblit en même temps celle des États-Unis à l'échelle mondiale. Je ne dis pas, comme certains le prétendent, que l'Iran est une superpuissance. Je pense simplement que l'Iran a un fort potentiel pour gravir les échelons, aussi bien sur le plan régional qu'international. Mais à mon avis, nous n'en sommes encore qu'au début. Des changements vont se produire sur la scène mondiale.

Toute la littérature sur les relations internationales se concentre aujourd'hui sur cette période de transition. En gros, tout tourne autour du pouvoir, de la manière dont il circule, et de ce que signifie cette transition : le déplacement du pouvoir, qui s'éloigne des États-Unis vers d'autres concurrents comme la Chine, la Russie, l'Inde, les pays des BRICS, et d'autres organisations. On peut d'ailleurs placer l'Iran dans ce camp, celui des puissances montantes. Maintenant, jusqu'à quel point il peut vraiment s'imposer comme une force internationale, ça, on ne le sait pas encore. Je pense que si l'ensemble des sanctions était levé, si l'Iran se retrouvait libéré de toutes ces restrictions, il aurait un potentiel énorme, grâce à ses ressources humaines, ses ressources internes et ses ressources naturelles.

L'Iran occupe une position vraiment unique, avec un potentiel énorme pour grimper très vite les échelons. On l'a vu entre deux mille quinze et deux mille dix-sept : après la signature du JCPOA, la croissance économique a atteint quinze pour cent. Ça en dit long sur le potentiel que l'Iran peut encore développer. Mais il faut rester modeste à ce stade. L'Iran a mené une guerre, et il l'a menée avec efficacité. Il a empêché les États-Unis et Israël d'obtenir le moindre succès, et il a gagné des points stratégiques dans le détroit d'Ormuz et en Irak, face à la présence militaire américaine dans la région. Il a aussi consolidé l'unité des fronts, en protégeant le Liban contre l'agression israélienne. Ce sont des leviers stratégiques qui vont rester importants à l'avenir. Et à mon avis, un accord ne pourrait qu'aider l'Iran à se développer encore davantage.

#Danny

Pensez-vous que, au bout du compte, cela pourrait mener à une situation où les États-Unis perdraient non seulement de l'influence, à la fois sur le plan régional et mondial, mais aussi peut-être même des positions dans la région ? Autrement dit, que les États-Unis finiraient par devoir quitter la région ? C'est une question qui revient souvent, bien sûr. On en parle depuis longtemps aux États-Unis, même au niveau des politiques publiques. Washington a envisagé à plusieurs

reprises de se retirer d'Irak, sans jamais vraiment le faire. Et c'est un peu la même chose avec la Syrie : les États-Unis ont annoncé à plusieurs reprises qu'ils allaient retirer leurs troupes ici ou là, mais ils maintiennent toujours une présence militaire dans l'est du pays. Pensez-vous que la région pourrait, à terme, se libérer complètement de la présence militaire américaine ? Ou bien est-ce simplement du discours, et que l'Iran devrait se préparer à une reprise du conflit si les États-Unis restent ? Ces bases, aujourd'hui, ont subi d'importants dégâts. Quelle est votre analyse ?

#Hassan Ahmadian

Oui, je pense qu'il y a deux aspects pour répondre à votre question. Le premier concerne les résultats de la guerre. Cette guerre a clairement montré que la présence militaire américaine, sous forme de bases, n'est pas vraiment un atout efficace. Elle ne donne pas d'avantage stratégique aux États-Unis, au contraire, elle les alourdit et les rend plus vulnérables face aux attaques. C'est, à mon avis, très évident. Si une base ne peut pas être utilisée contre l'ennemi et qu'elle devient inutilisable en une semaine ou dix jours à cause de bombardements intenses, cela n'a aucun sens militaire ni stratégique de la reconstruire et de la maintenir. Et je pense que c'est une partie des discussions en Iran, mais aussi, d'une certaine manière, aux États-Unis.

Il y a environ huit cents bases militaires américaines dans le monde. À mon avis, celles qui se trouvent près des adversaires des États-Unis — comme la Chine, la Russie, l'Iran et d'autres puissances — ont perdu leur logique stratégique, si on parle d'efficacité dans un conflit militaire à venir. Donc, peut-être que les États-Unis envisageront de repositionner leurs troupes en dehors de ces bases. Le Washington Post a d'ailleurs rapporté, à partir d'images satellites, que plus de deux cent vingt installations américaines dans ces bases avaient été détruites, en gros, et qu'elles ne sont plus utilisables. CNN a indiqué que seize bases avaient été attaquées. La plupart sont hors service. Et ça, militairement, c'est très clair quant à ce que ça signifie.

Ça n'a aucun sens de continuer à s'enfermer dans la même logique que celle sur laquelle ces bases ont été construites. On pourrait donc aller vers une sorte de repositionnement plus discret des troupes américaines dans la région. Mais l'autre aspect de cette histoire, c'est la manière dont la région perçoit la présence américaine. Les pays du Golfe, les membres du CCG, se plaignent, comme ils le disent, des attaques iraniennes contre leurs territoires. Mais ils savent très bien que les principales cibles de l'Iran, ce sont les installations américaines présentes chez eux, à quelques exceptions près. La campagne iranienne a été systématiquement dirigée contre les bases et les actifs américains dans ces pays. Alors la question, c'est : quel rôle ces bases jouent-elles vraiment pour la sécurité des pays du CCG ?

Est-ce que leur présence apporte vraiment de la sécurité, ou est-ce qu'au contraire, elle met leur sécurité en danger, en les plaçant au cœur d'un conflit auquel ils n'ont pas grand-chose à voir ? Certains, peut-être, mais la majorité non. Du coup, le débat stratégique dans ces pays, c'est de savoir comment résister à la présence américaine. Quant à la présence israélienne, certains ont choisi de se normaliser avec Israël, en pensant que ça ajouterait une couche de défense

supplémentaire, en plus de la protection américaine. Mais on a vu que les pays qui avaient des intérêts israéliens sur leur sol ont en réalité été plus visés que les autres. Leur sécurité s'en trouve donc encore plus fragilisée, notamment quand il s'agit de protéger ces actifs contre les attaques iraniennes.

Ces dynamiques ouvrent donc un large espace de débat sur l'intérêt de maintenir la présence américaine et israélienne dans ces pays. Je pense que c'est l'autre versant de la question : la volonté de s'opposer à la présence américaine à l'avenir. Bien sûr, les relations de l'Iran avec ces pays seront désormais au premier plan. La manière dont ces pays gèrent leurs rapports avec l'Iran, et dont l'Iran interagit avec eux, aura une influence majeure sur la présence des États-Unis dans la région. Mais, à mon avis, l'époque d'une présence américaine très visible, très affirmée, avec des bases un peu partout dans la région, est révolue. Cela ne peut plus être le modèle de demain, parce que, comme je l'ai dit, ça n'a tout simplement plus de sens.

Alors bien sûr, comme vous l'avez dit, les États-Unis pourraient envisager d'attaquer à nouveau l'Iran. Personnellement, je n'y crois pas. Parce que, franchement, qu'est-ce que les États-Unis pourraient obtenir d'une nouvelle guerre qu'ils n'ont pas déjà obtenu de la précédente ? Pratiquement rien. Vous savez, si on fait la même chose en espérant un résultat différent, ça en dit long sur notre sagesse... ou notre manque de sagesse. Ce n'est pas une question d'espérer un meilleur résultat à l'avenir. Tout stratège avec un minimum de bon sens vous dirait que, logiquement, les États-Unis n'attaqueront plus l'Iran. Mais bon, la logique a ses limites dans l'esprit de beaucoup de gens. Donc, oui, c'est possible, mais je dirais que la probabilité est vraiment très faible.

#Danny

Oui, eh bien, aux États-Unis, l'ambiance, c'est clairement que, dans le passé, souvent, les guerres pouvaient être ignorées. Au moins pendant les deux dernières décennies, parce qu'elles n'avaient pas d'impact direct sur la vie des Américains. Les gens continuaient simplement à vivre, à s'occuper d'autres sujets. Mais cette guerre-là, elle a eu un effet très lourd sur la situation économique, encore plus dur qu'avant le conflit. Et donc maintenant, à chaque fois que les États-Unis lancent une attaque, ce sentiment d'inquiétude revient aussitôt. Si une nouvelle attaque se produit, les gens vont se dire : « Ah, ça recommence ! » — les prix de l'essence, du pétrole, la menace de récession, tout ça. Mais du côté iranien, docteur Ahmadi, j'aimerais avoir votre point de vue sur ce que vous observez, sur l'état d'esprit actuel, maintenant que cette guerre est entrée dans une phase de négociations, de discussions, en grande partie sur des conditions iraniennes. Comment avez-vous vu les Iraniens réagir à la situation actuelle ?

#Hassan Ahmadian

Eh bien, je pense qu'il y a de l'espoir dans cette situation, beaucoup plus qu'avant la guerre. Vous savez, quand la guerre a commencé, c'était la première fois que l'Iran se retrouvait face à face avec

une superpuissance. Il avait essayé d'éviter un tel conflit. L'espoir était limité. Les Iraniens, bien sûr, avaient des moyens militaires, mais on ne savait pas comment ils allaient se comporter en affrontant deux puissances à la fois — l'une mondiale, et l'autre régionale, toutes deux dotées d'armes nucléaires. Et ça, c'était vraiment inquiétant pour la majorité des Iraniens. C'est pour ça qu'on a vu ce mouvement d'unité nationale, avec des millions de personnes dans les rues pour manifester et soutenir la résistance du pays face aux États-Unis et aux agresseurs. Mais malgré tout, l'espoir restait limité quand on pensait à l'avenir.

Aujourd'hui, avec la performance de l'Iran dans la guerre et les réalités qui en découlent, à la fois régionales et mondiales, l'espoir renaît. Et la majorité des Iraniens regardent ces négociations à travers ce prisme : pour la première fois, l'Iran reflète ce sur quoi le président Trump insistait beaucoup à l'époque — la paix par la force. Ils entrent dans ces négociations avec des atouts stratégiques en main, avec des capacités qu'ils n'avaient pas lorsqu'ils discutaient auparavant avec les administrations américaines. Ils ont maintenant mené, pendant deux mois, des discussions par l'intermédiaire de médiateurs avec les États-Unis sur une première phase. Ils sont parvenus à cette première phase, et la seule chose qu'ils ont dû concéder — et encore, pas complètement — c'est que, selon le protocole d'accord, le détroit d'Ormuz doit être géré.

Cela dit, l'Iran doit garantir un passage sûr, et ce passage doit être réservé uniquement aux navires commerciaux. Et à l'avenir, il doit mettre en place un protocole avec Oman, dans le détroit d'Ormuz, pour s'assurer que cette voie ne soit pas utilisée par des agresseurs contre l'Iran ou contre Oman. Les choses ont changé, mais malgré tout, je pense que la seule chose que les Iraniens ont dû concéder, en échange de toutes les concessions obtenues des États-Unis, c'est de ramener le niveau du trafic maritime dans le détroit à celui d'avant la guerre. Et ça, c'est un levier important. Le deuxième levier, c'est bien sûr l'uranium hautement enrichi de l'Iran. Le troisième, c'est sa présence dans la région. Et plus important encore, à mon avis, c'est l'image de l'Iran — celle d'un pays capable de se défendre et de bien s'en sortir sur le plan militaire. Ce sont des atouts que les Iraniens n'avaient pas auparavant.

Ils en avaient une idée, mais maintenant ils en ont un exemple concret — que même si la situation se reproduisait, ils sauraient que leur pays est capable de se protéger contre les plus grands ennemis et de bien s'en sortir, puis de transformer ces succès sur le champ de bataille en avancées diplomatiques. Ça crée de l'espoir. Et cet espoir, je l'ai vu, je crois, dans les rues d'Iran, chez les Iraniens ordinaires, et on le voit aussi sur les réseaux sociaux. Je pense que tout cela est très lié à la manière dont l'Iran s'est comporté pendant la guerre et à la tournure qu'ont prise les négociations. Vous savez, la hausse de la valeur de la monnaie iranienne juste après l'annonce du protocole d'accord, à mon avis, en dit long sur l'état d'esprit du moment. Parce que, évidemment, ça n'a rien à voir avec les marchés eux-mêmes. C'est l'effet psychologique du protocole d'accord sur les marchés iraniens. Et je pense que ça nous donne un bon indicateur, ou un bon exemple, de la façon dont les Iraniens se perçoivent aujourd'hui.

#Danny

Et vos étudiants, alors ? Je sais que vous êtes aussi professeur. Est-ce qu'ils vous ont fait part de leur point de vue, à vous ou à d'autres, que vous avez pu entendre ? Parce que, je pense, dans n'importe quel contexte où il y a eu des sanctions et une guerre contre un pays comme l'Iran, il y a toujours cette inquiétude sur l'impact que ça peut avoir, sur plusieurs générations, dans la société. Vous avez parlé d'espoir, du fait que cet espoir puisse s'affaiblir, se réduire... et que ça puisse, à terme, créer des conditions qui, je crois, ont déjà été tentées — sans succès — avant la guerre, quand on a voulu, vous savez, provoquer une sorte de révolution de couleur venue de l'extérieur. Qu'en pensez-vous ? Vous avez une idée là-dessus ? Oui, allez-y.

#Hassan Ahmadian

Oui, ce semestre, je n'enseignais pas, en fait. J'ai surtout voyagé, je n'ai pas donné de cours. Mais en général, tu sais, avant la guerre, j'enseignais pendant le premier semestre du calendrier universitaire iranien. L'ambiance, comme je l'ai dit, n'était pas très optimiste. Beaucoup de gens disaient que la patience stratégique de l'Iran... enfin, j'avais un étudiant, je n'oublierai jamais son raisonnement... il disait que cette patience stratégique avait conduit à ce qu'on soit attaqués par Israël, et que les États-Unis avançaient de leur côté. C'était avant la guerre. Il se demandait : qu'est-ce qui les empêcherait de nous attaquer, s'ils ne veulent pas qu'on soit là ?

Il avait donc cette perception que le pays était sous une menace imminente. Et par la suite, on a vu que ça s'est confirmé. Cette idée d'un danger immédiat, avec comme principal ennemi les États-Unis, pesait vraiment sur la majorité de la population. Mais avec la guerre, et après la guerre, un pays dont la direction avait été assassinée dès la première heure, qui a pourtant réussi à se battre et à obtenir des résultats stratégiques sur le plan militaire, ça a nourri un fort sentiment de nationalisme. Le pays était attaqué par deux ennemis qui cherchaient non seulement à renverser le régime, mais aussi à affaiblir l'Iran.

Évidemment, les attaques contre les infrastructures civiles ont, dans une large mesure, rassemblé la société dans le sens inverse de ce que voulaient les Israéliens et les Américains. Comme je l'ai dit, l'effet de ralliement autour du drapeau s'est manifesté assez vite, et il s'est renforcé jour après jour avec la poursuite de la guerre. Mais après la guerre, cet état d'esprit a changé. On s'est rendu compte qu'on pouvait non seulement se défendre, mais aussi riposter contre les États-Unis et les obliger à faire des concessions. On voit bien que les perceptions évoluent aujourd'hui. Je ne sais pas exactement comment les étudiants, y compris les miens, perçoivent tout cela, mais je suis sûr que cette ambiance générale influence aussi leur façon de penser.

#Danny

Dans les dix dernières minutes, ou à peu près, quelles sont vos réflexions sur le précédent que créent l'Iran et Oman en ce moment ? Ils se réunissent pour établir un cadre solide de régulation et de gestion du détroit d'Ormuz. Quel genre de précédent cela établit-il à l'échelle mondiale ? Vous

savez, je pense qu'il existe de plus petits exemples où certains types de voies maritimes territoriales ou de routes commerciales sont régulés, mais celle-ci est tellement essentielle pour l'économie mondiale. Je me demande quel précédent, selon vous, cela crée à l'échelle internationale, alors que cette guerre entre dans une nouvelle phase.

#Hassan Ahmadian

Je ne pense pas que ça crée un précédent. Vous voyez, si on regarde le détroit d'Ormuz, il est très étroit. Il n'y a pas de zone internationale au milieu. C'est soit les eaux territoriales iraniennes, soit les eaux territoriales omanaises. Donc, parler de ce détroit comme d'une voie maritime internationale, ce n'est pas vraiment exact. Il n'y a pas d'eaux libres entre les deux. La frontière passe entre l'Iran et Oman, et toutes les eaux se trouvent soit du côté omanais, soit du côté iranien. C'est une différence importante quand on le compare à d'autres voies maritimes internationales. Et sur cette base, les Iraniens et les Omanais discutent de la manière de le gérer comme des eaux territoriales. Les navires ne peuvent pas passer sans traverser le territoire omanais ou le territoire iranien.

Et maintenant, avec la guerre en cours, les Iraniens se disent : pourquoi devrions-nous laisser les États-Unis faire venir du matériel militaire, qui sera très probablement utilisé contre nous à l'avenir, ou contre d'autres forces d'ailleurs ? Cette logique résonne profondément au sein de la société iranienne, mais beaucoup, dans la région, comprennent aussi le raisonnement de l'Iran. Et à l'avenir, je pense qu'Oman et l'Iran — Oman étant un pays très proche des États-Unis —, si ces deux pays concluent un accord avec Washington, ils auront leur mot à dire sur la manière de gérer et de sécuriser cette voie maritime. Vous savez, comme on dit, beaucoup de choses vont de soi tant qu'elles existent, sans qu'on en parle vraiment.

Le détroit d'Ormuz était là, sécurisé par la présence de l'Iran tout autour, avec la marine iranienne qui le patrouillait. Mais comme les Iraniens ne voulaient pas le gérer, ni réclamer la gestion, l'entretien ou quelque service que ce soit, ni payer pour ces services, tout cela a été considéré comme acquis. C'est une voie navigable, une voie internationale, et les Iraniens n'avaient pas le droit d'y accéder librement ni de vouloir la modifier. Mais aujourd'hui, je pense que la guerre a changé cette perception, non seulement en Iran, mais aussi au-delà. Désormais, c'est nous qui assurons sa sécurité, c'est nous qui l'entretiens, et les autres ne peuvent plus simplement la considérer comme acquise. Ils doivent la traverser en coordination avec les États riverains, c'est-à-dire Oman et l'Iran.

Et puis, s'il y a des services à fournir, eh bien, il faut les payer. Ils ne parlent pas de péages, parce que les péages, évidemment, sont contraires au droit international dans un détroit. Mais, vous savez, pour les services, il y a des précédents : au Danemark, en Australie, en Turquie. C'est là-dessus qu'ils fondent leurs arguments. Et, vous savez, mes amis spécialistes du droit international, deux avec qui j'en ai parlé, me disent que l'Iran a un dossier très solide concernant son droit de gestion. Et Oman a ce même droit. Leurs arguments juridiques reposent sur le principe qu'un pays dont les eaux territoriales sont utilisées par d'autres a le droit de gérer, d'entretenir et de demander une rémunération pour les services qu'il y offre.

#Danny

Et enfin, docteur Hamadi, vous avez évoqué plus tôt dans l'émission ce grand basculement qui se produit dans le monde, vers ce qu'on appelle un monde plus multipolaire. Maintenant que la guerre en est à ce stade, quel rôle, selon vous, l'Iran joue-t-il dans tout ça ? On parle de plus en plus de l'Iran comme d'une quatrième puissance mondiale, et, comme vous l'avez dit, dans une position plus forte qu'avant la guerre. Comment cela influence-t-il ce monde multipolaire ? Quel rôle l'Iran va-t-il y tenir désormais ? Un rôle plus important ? Et de quelle nature ? Oui.

#Hassan Ahmadian

Je pense que ça va augmenter, parce que, comme vous le voyez, deux mois après la guerre, les États-Unis n'ont pas trouvé d'autre solution que de traiter avec l'Iran et d'essayer de conclure un accord avec lui. C'est ce qu'on appelle le mémorandum d'entente. Et à terme, si tout se passe comme prévu, ce sera un accord plus global. Les Chinois, et d'autres aussi, ont vu l'Iran se battre seul et, en gros, gagner la guerre, parce qu'ils ont empêché les États-Unis et Israël d'obtenir le moindre succès dans ce conflit. C'est perçu à l'échelle mondiale, mais plus particulièrement par les puissances montantes, avec la Chine en première ligne.

Ils ont vu cela, et ils accordent beaucoup d'importance aux pays qui sont indépendants, qui ne se laissent pas diriger par les politiques et les stratégies américaines contre la Chine. Donc, si l'Iran parvient à conclure un accord global avec les États-Unis, tout en entretenant une relation très étroite avec la Chine, cela le place dans une position vraiment particulière. Il y a des pays plus proches des États-Unis, d'autres plus proches de la Chine. Et l'Iran peut jouer ce rôle d'équilibre. Je pense que cela lui donne un levier considérable dans ses relations. Maintenant, la Chine avait déjà des inquiétudes avant cette guerre, notamment sur la capacité de l'Iran à résister à un conflit plus large ou plus intense, par rapport à la guerre de douze jours.

Après cette guerre, leur perception a changé. Une autre inquiétude qu'ils avaient concernait la capacité de l'Iran à résister à une tentative de changement de régime. Ils ont vu que la totalité, ou du moins la majorité, des élites dirigeantes iraniennes, y compris le guide suprême, avaient été assassinées. Et pourtant, le système est toujours en place. Cela en dit long sur le degré d'institutionnalisation du système politique en Iran. Donc, je pense qu'une grande partie des inquiétudes des acteurs qui voulaient coopérer avec l'Iran, mais qui hésitaient à aller plus loin à cause de ces doutes, eh bien, ces inquiétudes n'existent plus. Je m'attends à ce que les relations entre l'Iran et la Chine se développent vraiment, et très rapidement.

Et le fait que le nouveau guide suprême en Iran ait nommé M. Qalibaf, le président du Parlement, comme envoyé de l'Iran en Chine et pour les relations avec la Chine, c'est aussi un autre signe de la volonté de l'Iran de renforcer et d'élargir ses liens avec les puissances montantes. Bien sûr, ils seraient favorables à des relations étroites avec l'Occident dans son ensemble, je pense. C'était d'

ailleurs la politique après l'accord sur le nucléaire, avant que Trump ne le remette en cause. Mais aujourd'hui, encore une fois, une nouvelle opportunité se présente. La communauté stratégique iranienne, en général, cherche plutôt à adopter une stratégie d'équilibre international, plutôt que de s'aligner sur telle ou telle puissance.

Parce que, comme vous le savez, quand la révolution de mille neuf cent soixante-dix-neuf a eu lieu, elle a renversé le Shah, qui était allié aux États-Unis. L'un des principaux slogans, encore gravé au-dessus du ministère iranien des Affaires étrangères, disait : « Ni Est ni Ouest. » La République islamique est un pays indépendant. Et aujourd'hui encore, la pensée stratégique iranienne reste centrée sur cette idée : comment vivre dans ce monde en entretenant de bonnes relations avec différents pays, tout en préservant notre indépendance ? La réponse stratégique à cette question, au fil des décennies, a été un exercice d'équilibre sur la scène internationale. Et je pense que c'est dans cette direction que les Iraniens vont continuer à aller. Bien sûr, tout dépendra de la manière dont les États-Unis et l'Occident agiront, et aussi de la façon dont la Chine et d'autres puissances montantes se comporteront.

#Danny

Oui. Je ne sais pas si vous êtes allé en Chine récemment. Euh, quand j'y étais il y a quelques mois, j'ai vraiment eu le sentiment que l'ambiance là-bas était très impressionnée par l'Iran. C'était presque comme si c'était un frère qui venait de remporter une grande bataille, ou un grand concours, quelque chose comme ça. Il y avait vraiment beaucoup d'enthousiasme pour ce qui s'est passé. Donc oui, je peux tout à fait le comprendre aussi. Et le point sur Qalibaf, il faut vraiment le marteler encore et encore — c'est énorme qu'une personne d'un tel calibre ait été nommée à ce poste. Il a déjà beaucoup de fonctions, mais celle-là en plus, c'est important. Euh, docteur Khawadi, un dernier mot avant qu'on conclue ?

#Hassan Ahmadian

Merci. Merci de m'avoir invité dans ce podcast.

#Danny

Oui, c'était super. Merci beaucoup à tous d'avoir été là aujourd'hui. N'oubliez pas de mettre un petit « j'aime », ça aide vraiment à faire connaître l'émission. Merci à toutes celles et ceux qui ont regardé. Dans la description de la vidéo, vous trouverez tous les liens vers la chaîne. Je serai de retour demain, à quatorze heures, heure de la côte Est, et je vous dirai qui sera l'invité. Je crois que ce sera Scott Ritter. Prenez soin de vous, et remerciez le docteur Ahmadian en mettant un grand pouce bleu, pour que plus de monde découvre ses paroles très sages. Merci encore à tous.

#Hassan Ahmadian

Merci.